

De la maternelle à l'université : Mobilisons-nous tous ensemble, à la hauteur des enjeux!  
Au-delà, défendons l'ensemble des services publics, dans l'éducation,  
la santé, la Poste, etc.

**Enseignants, parents, lycéens, salariés, venons nombreux pour débattre des actions à mener, sans plus attendre, pour réagir à la hauteur des attaques que nous subissons toutes et tous :**

**Le mardi 28 avril à 18h30 au bar « Aux 100 kilos » en face de la mairie de Villeneuve-la-Garenne**

**Ecole primaire en danger : Remise en cause du service public**

### **Démantèlement de l'école**

Depuis plusieurs années, les politiques éducatives successives se sont attachées à remettre en cause notre école publique : réforme de l'éducation prioritaire, attaques contre la maternelle, démantèlement de l'enseignement spécialisé, nouveaux programmes qui tournent le dos aux pratiques mises en place ces dernières années par les équipes, aide personnalisée, réforme de la formation des enseignants... et enfin, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

### **Le projet de formation**

Rien d'étonnant que l'articulation entre le terrain et la théorie ne soient plus pris en compte dans les projets de formation, en Master 2 : le temps de stage pratique passe à 108 heures maxi, contre 300 heures actuellement! Ces étudiants sans pratique professionnelle suffisante seront en charge d'une classe l'année suivante. Comment peut-on imaginer un dentiste ou un plombier n'ayant jamais pratiqué? Le ministère argue que les néo titulaires seront « encadrés, tuteurés » par des maîtres expérimentés, il ne pourrait s'agir que d'actions d'adaptation à l'emploi plutôt que de réelle formation ! La dimension éducative n'est plus à l'ordre du jour. D'ailleurs les activités associatives et plus particulièrement les mouvements d'Education populaire sont aussi visés par la baisse des financements et leur mise en concurrence avec les officines privées.

**Lycée - collège : Précarisation/raréfaction des personnels  
Libéralisation/marchandisation de l'école**

### **Suppressions de postes**

Politique éducative à courte vue sur des critères purement comptables. Cette année 13 500 postes supprimés, l'année dernière 11 200 ; 80 000 prévus sur 4 ans

Plus de politique de remplaçants titulaires : on prévoit sans doute que les étudiants des master professionnalisant remplaceront, dans le cadre de leur « stage », les collègues absents.

Postes vacants = embauche précaires avec présence limitée = 200 h Vacataire (1 trimestre)

### **Abrogation de la carte scolaire**

Liberté de choisir son établissement, c'est un slogan mensonger. Ce sont les chefs d'établissement qui font le choix des élèves, pas les parents. Les parents les mieux informés s'en sortiront à nouveau et les établissements des quartiers populaires se marginaliseront davantage.

### **Orientation des élèves :**

Suppression progressive du statut des Co-psy. Abaissement prévu de l'âge des élèves pour l'orientation (retour au palier de la 5<sup>ème</sup>) afin de répondre aux demandes des bassins d'emploi.

### **Médiateurs Vie Scolaire**

Attributions qui relèvent de postes déjà existants (CPE – personnel de surveillance). Contrats précaires sans formation de 20 Heures rémunérées au SMIC (- de 800 euros par mois)

### **Réforme des lycées**

Flou sur sa mise en application. Reportée à la rentrée 2010 mais déjà expérimentée dans certaines académies dans le cadre de « lycées pilotes » sans consultation préalable des personnels concernés.

**Formation des enseignants :** comme pour nos collègues de primaire, la suppression de l'année de stage pour des pures logiques d'économie budgétaire prive le nouvel enseignant d'une année de transition rémunérée lui permettant de prendre la mesure de l'ensemble des aspects du métier.

## **Tri social au Lycée Professionnel !**

### **Disparition du BEP**

Un élève de 3ème qui ne pourra pas ou ne souhaitera pas aller en seconde au lycée générale s'orientera vers le lycée professionnel. La réforme engagée par le gouvernement est de réduire le temps de formation et de limiter l'accès au bac pour des élèves qui pouvaient y accéder en 4 ans (2ans de BEP+2ans de bac). En effet, à la rentrée 2009, un élève ne pourra accéder qu'à un CAP, diplôme de fin d'étude ou à un bac pro en 3ans (2de, 1ère, Tale). Le BEP disparaît et de surcroît une classe et les postes qui vont avec. Les élèves aux résultats "moyens" que l'on reconstruisait en BEP et qui s'engageaient sur la voie de la réussite en bac ne pourront pas suivre !

Comment ce qui est parfois déjà difficile à atteindre en 4 ans les élèves pourraient-ils l'atteindre en 3 ans?

Ces élèves ne pourront donc accéder qu'au CAP, diplôme de moindre qualification. Rien n'est prévu pour que les élèves de CAP puissent accéder au bac. On abandonne ainsi les ambitions d'accession au bac d'une partie des jeunes qui ont des difficultés scolaires.

### **Régionalisation des diplômes**

La politique a horreur du vide : la région dont dépendent les lycées a des objectifs très élevés en termes d'apprentissage. Il existe en effet, 2 types de formation professionnelle initiale, celle sous statut scolaire assurée par des profs et l'Etat et celle sous statut salarié (alternance ou apprentissage) assurée par des formateurs dont le statut est bien différent et la région. Dans ce dernier cas, le temps de formation au lycée coûte 2 fois moins cher à l'Etat, les vacances ne sont plus celles de l'Education Nationale mais celles de n'importe quel salarié et le jeune est rémunéré en fonction de son âge et de son diplôme. Si les profs de lycées professionnels étaient amenés à intervenir dans ces formations en apprentissage, le gouvernement devrait modifier le statut des fonctionnaires d'Etat que sont les professeurs de lycée professionnel et pourquoi pas à terme les transférer à la région. La formation générale et théorique, nécessaire et indispensable à d'éventuelles reconversions ou évolutions de carrière est réduite comme peau de chagrin.

## **Sauvons l' Université et la recherche !**

Les universités françaises sont en lutte depuis plus de 8 semaines contre une série de mesures qui s'inscrivent toutes dans une entreprise cohérente de mise à sac du service public d'éducation : loi d'autonomie des Universités dite loi LRU, décret sur le statut des enseignants-chercheurs, réforme de la formation des professeurs d'école, collège et lycée, budgets à la baisse, suppression de postes, etc.

Sans compter un fort travail de dénigrement, faisant passer l'université et la recherche françaises pour médiocres, quand tous les indicateurs montrent qu'elles sont tout à fait honorables mais surtout beaucoup moins bien financées que celles des pays aussi riches que la France.

Dans toutes ces mesures, il y a la volonté de remettre en cause le principe même de l'enseignement universitaire.

Le gouvernement pense que le savoir n'est pas utile, qu'il faut seulement former les jeunes à effectuer les tâches auxquelles les promet leur statut social. Dans toutes ces mesures, il y a la volonté d'instaurer la précarisation et la mise en concurrence à tous les niveaux (étudiants, enseignants, administratifs, universités elles-mêmes), dans une vision ultra-libérale de la société dont la crise actuelle vient de démontrer la nocivité.

Dans toutes ces mesures, il y a la volonté de remettre en cause le service public de l'enseignement supérieur, pour des raisons idéologiques (en faveur de la précarité et de la concurrence) et pour des raisons d'économie (on préfère investir ailleurs).

**Retrait de toutes les contre-réformes du gouvernement qui démolissent les services publics, notamment celles de Darcos-Pécresse !**

*Salariés mobilisés de Villeneuve-la-Garenne pour la défense de l'éducation nationale et de l'ensemble des services publics.*